

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/41903]

3 MAI 2019. — Décret relatif à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes publics

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° l'organisme public :

- a) la Communauté française;
- b) les personnes morales de droit public qui dépendent de la Communauté française;
- c) l'organisme créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, doté de la personnalité juridique et dont soit:
 - i. l'activité est financée majoritairement par au moins un organisme visé aux a) ou b);
 - ii. la gestion est soumise au contrôle d'au moins un organisme visé aux a) ou b);
 - iii. l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par au moins un organisme visé aux a) ou b);
- d) les associations formées par au moins un organisme visé aux a), b) ou c) lorsqu'elles ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial;
- e) les établissements scolaires (de l'ensemble des réseaux d'enseignement) et aux crèches pour ce qui concerne le contenu ayant trait aux fonctions administratives essentielles en ligne.

2° l'application mobile : le logiciel d'application conçu et développé par ou pour le compte d'un organisme public, en vue d'être utilisé par le grand public sur des appareils mobiles, à l'exclusion des logiciels qui contrôlent ces appareils et du matériel informatique;

3° la directive 2016/2102: la directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public;

4° média temporel: un des types de médias suivants: uniquement audio, uniquement vidéo, audio et vidéo ou audio et/ou vidéo avec des composants interactifs.

5° public déficient sensoriellement : personne présentant, du fait de son âge et sans qu'elle soit nécessairement reconnue comme une personne handicapée, une ou plusieurs déficiences sensorielles de tout ordre affectant sensiblement sa capacité de perception;

6° norme européenne: une norme européenne au sens de l'article 2, point 1) b), du règlement (UE) n°1025/2012.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret ne s'applique pas aux sites internet et applications mobiles des organismes publics assurant la fourniture de services audio ou audiovisuels accomplissant une mission de diffusion de service public.

§ 2. Il ne s'applique pas non plus aux contenus de sites internet et applications mobiles suivants :

1° les formats de fichiers bureautiques publiés avant le 23 septembre 2018, sauf si ces fichiers sont nécessaires pour les besoins de processus administratifs actifs concernant des tâches effectuées par un organisme public;

2° les médias temporels en direct ou préenregistrés et publiés avant le 23 septembre 2020;

3° les cartes et les services de cartographie en ligne, pour autant que les informations essentielles soient fournies sous une forme numérique accessible, au regard des exigences de l'article 4, pour ce qui concerne les cartes destinées à la navigation;

4° les reproductions de bien, privé ou public, présentant un intérêt historique, artistique, archéologique, esthétique, scientifique ou technique conservé par une bibliothèque, des archives ou un musée qui ne peuvent pas être rendues totalement accessibles en raison de :

a) l'incompatibilité des exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 avec la préservation du bien concerné ou l'authenticité de la reproduction;

b) l'indisponibilité de solutions automatisées et économiques qui permettraient de transcrire facilement le texte de manuscrits ou d'autres pièces de collections patrimoniales et de le restituer sous la forme d'un contenu compatible avec les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4;

ceux considérés comme des archives, à savoir qu'ils présentent uniquement des contenus qui ne sont pas nécessaires pour les besoins de processus administratifs actifs et qui ne sont pas mis à jour ou modifiés après le 23 septembre 2019;

5° ceux de tiers qui ne sont ni financés ni développés par un organisme public et qui ne sont pas sous son contrôle;

6° ceux des ONG qui ne fournissent pas de services essentiels pour le public, ni de services répondant spécifiquement aux besoins des personnes handicapées ou destinés à celles-ci.

§ 3. Il ne s'applique pas davantage au contenu d'extranets et d'intranets, à savoir de sites internet qui ne sont accessibles qu'à un groupe restreint de personnes et non au grand public, publié avant le 23 septembre 2019 jusqu'à ce que ces sites internet fassent l'objet d'une révision en profondeur.

CHAPITRE II. — *Accessibilité des sites internet et applications mobiles*

Art. 4. L'organisme public assure l'accessibilité de ses sites internet et applications mobiles en les rendant :

- 1° perceptibles en présentant les informations et les composants des interfaces utilisateurs de manière à ce que les utilisateurs les perçoivent;
- 2° utilisables en présentant des composants d'interfaces utilisateurs et la navigation utilisables;
- 3° compréhensibles en présentant les informations et l'utilisation des interfaces utilisateurs de manière compréhensible;
- 4° robustes en présentant un contenu suffisamment solide pour être interprété de manière fiable par une grande diversité d'agents utilisateurs, y compris par des technologies d'assistance.

Art. 5. L'organisme public peut déroger à l'article 4 lorsque son respect entraîne une charge disproportionnée.

L'organisme public évalue si, pour un site ou une application mobile, le respect de l'article 4 entraîne une charge disproportionnée en tenant notamment compte de :

- 1° la taille, les ressources et la nature de l'organisme du secteur public concerné;
- 2° l'estimation des coûts et des avantages pour l'organisme public par rapport à l'avantage estimé pour les personnes handicapées ou âgées, compte tenu de la fréquence et de la durée d'utilisation du site internet ou de l'application mobile spécifique.

Art. 6. L'organisme public prévoit, pour chaque site internet ou application mobile et y publie, un mécanisme permettant à toute personne de :

- 1° lui notifier une absence de conformité du site internet ou de l'application mobile aux exigences visées à l'article 4;
- 2° demander les informations exclues en vertu de l'article 3, §2 ou de l'article 5.

L'organisme public répond aux notifications et demandes visées à l'alinéa 1^{er} dans les 30 jours de leur réception.

Art. 7. § 1^{er} L'organisme public établit une déclaration détaillée, complète et claire sur la conformité de ses sites internet et de ses applications mobiles avec le présent décret. L'organisme public met annuellement à jour cette déclaration.

§ 2. L'organisme public publie la déclaration visée au paragraphe 1^{er} sur son site internet général dans un format accessible, en utilisant le modèle de déclaration visé à l'article 7, paragraphe 2 de la directive 2016/2102. La déclaration apparaît lors du téléchargement de chaque application mobile.

§ 3. La déclaration visée au paragraphe 1^{er} comprend :

- 1° lorsque l'organisme public s'octroie la dérogation visée à l'article 5, une explication sur les éléments qui ne répondent pas aux exigences visées à l'article 4, les raisons de cette dérogation et une présentation des alternatives prévues;
- 2° la description du mécanisme visé à l'article 6 et un lien vers ce mécanisme;
- 3° la procédure visée à l'article 9, § 3 et un lien vers cette procédure.

Art. 8. §1^{er} Le contenu des sites internet et des applications mobiles conformes à des normes harmonisées au sens de l'article 2, point 1), c), du Règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les Directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la Décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil, ou à des parties de ces normes, dont les références ont été publiées par la Commission européenne au Journal officiel de l'Union européenne, conformément au règlement précité, est présumé conforme aux exigences visées à l'article 4 qui sont couvertes par ces normes ou parties de celles-ci.

§ 2. Lorsqu'aucune référence visée au paragraphe 1^{er} n'est publiée, le contenu des applications mobiles qui est conforme aux spécifications techniques adoptées par la Commission européenne en exécution de l'article 6, § 2, alinéa 2, de la directive 2016/2102, ou à des parties de celles-ci, est présumé conforme aux exigences visées à l'article 4 qui sont couvertes par ces spécifications techniques ou des parties de celles-ci.

Lorsqu'aucune référence visée au paragraphe 1^{er} n'est publiée, et en l'absence des spécifications techniques visées à l'alinéa 1^{er}, le contenu des applications mobiles qui satisfait aux exigences pertinentes de la norme européenne EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), ou à des parties de celles-ci, est présumé conforme aux exigences visées à l'article 4 qui sont couvertes par ces exigences pertinentes ou des parties de celles-ci.

§ 3. Lorsqu'aucune référence visée au paragraphe 1^{er} n'est publiée, le contenu des sites internet qui satisfait aux exigences pertinentes de la norme européenne EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), ou à des parties de celles-ci, est présumé conforme aux exigences visées à l'article 4 qui sont couvertes par ces exigences pertinentes ou des parties de celles-ci.

CHAPITRE III. — *Contrôle, formations et rapport*

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne l'organe chargé de contrôler la conformité des sites et application des organismes publics aux articles 4, 5, 6 et 7 du présent décret et fixe la procédure de contrôle conformément, pour ce qui concerne le respect de l'article 4, à la méthode de contrôle visée à l'article 8, § 2, de la directive 2016/2102.

§ 2. Le Gouvernement est chargé d'élaborer un programme de formation et de sensibilisation à destination des gestionnaires de sites et applications mobiles et de toute autre personne intéressée au sein des organismes publics. Cette formation est organisée au moins une fois par an.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure permettant à toute personne d'introduire une réclamation à l'encontre d'un organisme public qui :

- 1° sans s'appuyer sur l'un des motifs listés à l'article 5, ne respecte pas les prescriptions de l'article 4;
- 2° en application de l'article 5, déroge à l'article 4 du présent décret;
- 3° ne respecte pas l'article 6 du présent décret;
- 4° ne respecte pas l'article 7 du présent décret.

Art. 10. L'organe visé à l'article 9, § 1^{er}, présente annuellement au Gouvernement un rapport portant sur les résultats des contrôles qu'il organise et sur le recours à la procédure permettant d'assurer le respect des dispositions du présent décret.

Ce rapport est établi conformément à la méthode de contrôle de la conformité des sites internet et des applications mobiles avec les exigences en matière d'accessibilité adoptée par la Commission européenne.

Il porte également sur les éléments suivants:

1° une description des mécanismes mis en place par la Communauté française pour consulter les parties prenantes intéressées sur l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles;

2° les procédures visant à rendre publique toute évolution de la politique d'accessibilité concernant les sites internet et les applications mobiles;

3° les expériences et les conclusions tirées de la mise en œuvre des règles relatives au respect de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4;

4° les statistiques et informations relatives aux formations et aux actions de sensibilisation.

L'organe intègre dans ses rapports ultérieurs les informations relatives aux modifications importantes apportées aux éléments visés à l'alinéa 3.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 11. Les organismes publics mettent en conformité au présent décret au plus tard le :

a) 23 septembre 2019, leurs sites internet créés après le 22 septembre 2018;

b) 23 septembre 2020, leurs sites internet créés avant le 23 septembre 2018;

c) 23 juin 2021, leurs applications mobiles.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 818-1 – Rapport de commission, n° 818-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 818-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41903]

3 MEI 2019. — Decreet betreffende de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Dit decreet voorziet in de omzetting van de richtlijn (EU) 2016/2102 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 betreffende de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° de overheidsinstantie:

a) de Franse gemeenschap;

b) publiekrechtelijke rechtspersonen die deel uitmaken van de Franse gemeenschap;

c) de instantie die is opgericht om specifiek te voorzien in andere behoeften van algemeen belang dan die van industriële of commerciële aard, dat rechtspersoonlijkheid bezit, en waarvan:

i. de activiteit hoofdzakelijk door minstens één van de onder a) of b) bedoelde instanties wordt gefinancierd;

- ii. het beheer onderworpen is aan controle door minstens één instantie als bedoeld onder a) of b);
 - iii. de bestuurs-, leidinggevende of toezichthoudende instantie uit leden bestaat die voor meer dan de helft door minstens één van de onder a) of b) bedoelde instanties worden aangesteld;
 - d) verenigingen die zijn opgericht door minstens één instantie als bedoeld onder a), b) of c), wanneer zij specifiek zijn opgericht om in andere behoeften van algemeen belang dan die van industriële of commerciële aard te voorzien;
 - e) scholen (in alle onderwijsnetwerken) en kinderdagverblijven wat betreft de inhoud die verband houdt met essentiële administratieve on-linefuncties.
- 2° mobiele toepassing: door of namens een overheidsinstantie ontworpen en ontwikkelde toepassingssoftware voor gebruik door het grote publiek op mobiele apparaten, met uitzondering van software voor de besturing van dergelijke apparaten en computerapparatuur;
- 3° Richtlijn 2016/2102: Richtlijn (EU) 2016/2102 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele toepassingen van overheidsinstanties;
- 4° "op tijd gebaseerde media": media van de volgende types: louter audio, louter videobeeld, audio-video, audio en/of video in combinatie met interactie;
- 5° publiek met een zintuiglijke tekortkoming: personen die, vanwege hun leeftijd en zonder noodzakelijkerwijs als gehandicapte te worden erkend, een of meer zintuiglijke tekortkomingen van welke aard dan ook hebben die hun waarnemingsvermogen aanzienlijk beïnvloeden;
- 6° Europese norm: een Europese norm in de zin van artikel 2, punt 1, b), van verordening (EU) nr. 1025/2012.

Art. 3. § 1. Dit decreet is niet van toepassing op de websites en mobiele toepassingen van de overheidsinstanties die audio- of audiovisuele diensten aanbieden die een publieke omroepopdracht vervullen.

§ 2. Het is ook niet van toepassing op de inhoud van de volgende websites en mobiele applicaties:

1° de bestandsformaten die vóór 23 september 2018 zijn gepubliceerd, tenzij deze bestanden noodzakelijk zijn voor actieve administratieve processen met betrekking tot taken die door een overheidsinstantie worden uitgevoerd;

2° live uitgezonden of vooraf opgenomen, op tijd gebaseerde media die zijn gepubliceerd vóór 23 september 2020;

3° online kaarten en cartografiediensten, voor zover de essentiële informatie in een toegankelijke digitale vorm wordt verstrekt, met inachtneming van de vereisten van artikel 4, van voor navigatie bestemde kaarten;

4° reproducties van privé of openbare eigendommen van historisch, artistiek, archeologisch, esthetisch, wetenschappelijk of technologisch belang die in het bezit zijn van een bibliotheek, archief of museum en die niet volledig toegankelijk kunnen worden gemaakt omwille van de volgende redenen:

a) de onverenigbaarheid van de in artikel 4 bedoelde toegankelijkheidsvereisten met het behoud van de betrokken goederen of de authenticiteit van de reproductie;

b) het ontbreken van geautomatiseerde en kosteneffectieve oplossingen die het gemakkelijk maken om de tekst van manuscripten of andere stukken in erfgoedcollecties te transcriberen en terug te geven in de vorm van inhoud die verenigbaar is met de toegankelijkheidsvereisten als bedoeld in artikel 4;

5° deze die als archieven worden beschouwd, d.w.z. dat zij alleen inhoud bevatten die niet noodzakelijk is voor actieve administratieve processen en die niet wordt bijgewerkt of gewijzigd na 23 september 2019;

6° die van derden die noch door een overheidsinstantie worden gefinancierd of ontwikkeld en die niet onder haar controle staan;

7° die van NGO's die geen essentiële diensten aan het publiek verlenen, of diensten die specifiek voorzien in de behoeften van of voor personen met een handicap.

§ 3. Het is evenmin van toepassing op de inhoud van extranetten en intranetten, d.w.z. websites die slechts toegankelijk zijn voor een beperkte groep mensen en niet voor het grote publiek, die vóór 23 september 2019 is gepubliceerd, totdat deze websites een ingrijpende herziening hebben ondergaan.

HOOFDSTUK II. — *Toegankelijkheid van websites en mobiele applicaties*

Art. 4. De overheidsinstantie bevordert de toegankelijkheid van haar websites en mobiele applicaties door ervoor te zorgen dat deze:

1° waarneembaar zijn door de informatie en onderdelen van de gebruikersinterfaces zo te presenteren dat de gebruikers ze kunnen waarnemen;

2° bruikbaar zijn door de presentatie van een bruikbare gebruikersinterface en navigatiecomponenten;

3° begrijpelijk zijn door de informatie en het gebruik van de gebruikersinterfaces op een begrijpelijke manier te presenteren;

4° stevig zijn door een inhoud te presenteren die voldoende stevig is om betrouwbaar te worden geïnterpreteerd door een grote verscheidenheid aan gebruikers, inclusief ondersteunende technologieën.

Art. 5. De overheidsinstantie kan van artikel 4 afwijken wanneer de naleving ervan een onevenredige belasting zou meebrengen.

De overheidsinstantie beoordeelt of de naleving van artikel 4 voor een website of een mobiele applicatie een onevenredige belasting met zich meebrengt, waarbij ze inzonderheid rekening houdt met:

1° de omvang, de middelen en de aard van de betrokken overheidsinstantie;

2° een raming van de kosten en baten voor de overheidsinstantie in verhouding tot de geraamde baten voor gehandicapten of ouderen, rekening houdend met de frequentie en de duur van het gebruik van de website of specifieke mobiele applicatie.

Art. 6. De overheidsinstantie voorziet voor elke website of mobiele applicatie in een mechanisme dat elke persoon in staat stelt om:

1° zich in kennis te stellen van een gebrek aan overeenstemming van de website of mobiele applicatie met de in punt 4 bedoelde vereisten;

2° de krachtens artikel 3, §2 of artikel 5 uitgesloten informatie te vragen.

De overheidsinstantie beantwoordt de in het eerste lid bedoelde kennisgevingen en verzoeken binnen 30 dagen na ontvangst ervan.

Art. 7. § 1^{er} De overheidsinstantie legt een gedetailleerde, volledige en duidelijke verklaring af over de overeenstemming van haar websites en mobiele applicaties met dit decreet. De overheidsinstantie werkt deze verklaring jaarlijks bij.

§ 2. De overheidsinstantie publiceert de in lid 1 bedoelde verklaring op haar algemene website in een toegankelijk formaat, met gebruikmaking van de in artikel 7, paragraaf 2, van Richtlijn 2016/2102 bedoelde modelverklaring. De verklaring verschijnt bij het downloaden van iedere mobiele applicatie.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde verklaring omvat de volgende gegevens:

1° wanneer de overheidsinstantie zichzelf de in artikel 5 bedoelde afwijking toestaat, een toelichting van de elementen die niet voldoen aan de eisen van artikel 4, de redenen voor die afwijking en een presentatie van de geboden alternatieven;

2° een beschrijving van het in artikel 6 bedoelde mechanisme en een link naar dat mechanisme;

3° de procedure bedoeld in artikel 9, § 3 en een link naar deze procedure.

Art. 8. §1. De inhoud van websites en mobiele toepassingen die voldoen aan geharmoniseerde normen in de zin van artikel 2, punt 1, c), van verordening (EU) nr. 1025/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende Europese normalisatie tot wijziging van de Richtlijnen 89/686/CEE en 93/15/CEE van de Raad en de Richtlijnen 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE en 2007/23/CE, 2009/23/CE en 2009/105/CE van het Europees Parlement en de Raad en tot opheffing van Beschikking 87/95/CEE van de Raad en Beschikking nr. 1673/2006/CE van het Europees Parlement en de Raad, of delen daarvan, waarvan de referenties door de Europese Commissie overeenkomstig die verordening in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt, worden geacht te voldoen aan de in artikel 4 bedoelde eisen die door die normen of delen daarvan worden bestreken.

§ 2. Wanneer geen referentie als bedoeld in lid 1 wordt gepubliceerd, wordt de inhoud van mobiele applicaties die voldoet aan de door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 6, § 2, alinea 2, in Richtlijn 2016/2102 vastgestelde technische specificaties, of delen daarvan, geacht te voldoen aan de in artikel 4 bedoelde eisen die door die technische specificaties of delen daarvan worden bestreken.

Wanneer geen referentie bedoeld in lid 1 wordt gepubliceerd, en bij gebrek aan de in lid 1 bedoelde technische specificaties, wordt de inhoud van mobiele toepassingen die voldoen aan de relevante eisen van Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), of delen daarvan, geacht te voldoen aan de in artikel 4 bedoelde eisen die door die relevante eisen of delen daarvan worden bestreken.

§ 3. Wanneer geen referentie als bedoeld in lid 1 wordt gepubliceerd, wordt de inhoud van websites die voldoet aan de relevante vereisten van Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), of delen daarvan, geacht te voldoen aan de in artikel 4 bedoelde vereisten die door deze relevante vereisten of delen daarvan worden bestreken.

HOOFDSTUK III. — Toezicht, opleiding en verslag

Art. 9. § 1. De Regering wijst de instantie aan die belast is met het toezicht op de conformiteit van websites en mobiele applicaties van de overheidsinstanties met de artikelen 4, 5, 6 en 7 van dit decreet en stelt de controleprocedure vast in overeenstemming, wat de naleving van artikel 4 betreft, met de in artikel 8, lid 2, van Richtlijn 2016/2102 bedoelde controlemethode.

§ 2. De Regering is belast met de ontwikkeling van een opleidings- en sensibiliseringsprogramma voor de beheerders van websites en mobiele applicaties en andere geïnteresseerde personen binnen de overheidsinstanties. Deze opleiding wordt minstens één keer per jaar georganiseerd.

§ 3. De Regering stelt de procedure vast volgens welke eenieder een klacht kan indienen tegen een overheidsinstantie die:

1° zonder een beroep te doen op een van de in artikel 5 genoemde redenen, niet aan de eisen van punt 4 voldoet;

2° overeenkomstig artikel 5, afwijkt van artikel 4 van dit decreet;

3° niet voldoet aan artikel 6 van dit decreet;

4° niet voldoet aan artikel 7 van dit decreet.

Art. 10. De in artikel 9, § 1 bedoelde instantie dient jaarlijks bij de Regering een verslag in over de resultaten van de controles die zij organiseert en over de toepassing van de procedure om de naleving van de bepalingen van dit decreet te waarborgen.

Dit verslag is opgesteld in overeenstemming met de methode voor het toezicht op de conformiteit van websites en mobiele toepassingen met de toegankelijkheidseisen van de Europese Commissie.

Het bevat ook de volgende elementen:

1° een beschrijving van de mechanismen die de Franse Gemeenschap heeft ingesteld om de belanghebbende partijen te raadplegen over de toegankelijkheid van websites en mobiele applicaties;

2° procedures om wijzigingen in het toegankelijkheidsbeleid voor websites en mobiele toepassingen openbaar te maken;

3° de ervaringen en conclusies die zijn opgedaan bij de toepassing van de regels inzake de naleving van de toegankelijkheidsvereisten van artikel 4;

4° statistieken en informatie met betrekking tot opleiding en bewustmakingsactiviteiten.

De instantie neemt in haar volgende verslagen informatie op over belangrijke wijzigingen in de in lid 3 bedoelde elementen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 11. De overheidsinstanties brengen in overeenstemming met dit decreet ten laatste op:

- a) 23 september 2019, hun websites die na 22 september 2018 zijn opgericht;
- b) 23 september 2020, hun websites die vóór 23 september 2018 zijn opgericht;
- c) 23 juni 2021, hun mobiele toepassingen.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 818-1 – Commissieverslag nr. 818-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering nr. 818-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 2 mei 2019.

—————
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14131]

**5 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
déterminant les modalités de transfert vers Wallonie Bruxelles Enseignement**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le présent arrêté a pour objet de déterminer les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles vers Wallonie Bruxelles Enseignement (WBE) en application de l'article 63, § 2, du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Les modalités de transfert qu'il retient font application des grands principes usuels qui régissent cette matière notamment en termes de maintien des droits acquis dans l'entité d'origine.

Il organise également une possibilité de retour dans l'entité d'origine endéans une période déterminée soit un mécanisme sans doute moins usuel mais que la Fédération Wallonie-Bruxelles a toujours veillé à retenir au bénéfice des membres du personnel soumis à celles des procédures de transfert qu'elle a antérieurement adoptées.

Enfin, il doit être relevé que le présent arrêté présente une particularité liée à la répartition des compétences opérée par le décret spécial entre le Gouvernement et WBE étant par ailleurs entendu que cette répartition ne prendra son caractère définitif qu'une fois élu le premier Conseil WBE.

De ce point de vue, il convient de prendre en compte le fait que l'article 83 du décret spécial porte qu'entre le 1^{er} septembre 2019 et l'élection du premier Conseil WBE, le Gouvernement exerce les compétences dévolues au Conseil WBE par le décret, d'une part, et que l'article 63, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret porte que les premiers transferts interviennent le 1^{er} septembre 2019, d'autre part.

L'application à court, moyen et long termes du présent arrêté devra évidemment tenir compte de la grille de lecture qu'offrent les deux dispositions décrétales précitées.

Les articles 9 et 10 qui forment les dispositions transitoires du présent arrêté illustrent les lignes directrices retenues à court et à moyen termes.

II. COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 1^{er}, § 1^{er}, définit un certain nombre de concepts génériques utilisés à plusieurs reprises dans le dispositif du présent arrêté afin d'en alléger l'écriture et d'en faciliter la lecture. Son § 2 trouve sa justification dans les termes reproduits dans l'avis du Conseil d'État.

L'article 2 distingue, conformément au décret spécial, les transferts d'office et les transferts volontaires.

L'article 3 définit le périmètre des transferts d'office au 1^{er} septembre 2019.